

RUBRIQUES

- 2 **En bref**
En direct des organisations internationales
- 4 **Paroles d'économistes**
Jacqueline Irving s'entretient avec Linah Mohohlo
- 28 **L'abc de l'économie**
Pédantisme ou prudence : comment le FMI traite-t-il les dons et les prêts?
Peter Heller
- 34 **Pleins feux**
Le commerce agricole mondial : cueillir en abondance les fruits de Doha
- 51 **Critiques de livres**
The Shackled Continent: Power, Corruption, and African Lives, Robert Guest
The Battle for Zimbabwe, Geoff Hill
India's Emerging Economy: Performance and Prospects in the 1990s and Beyond, Kaushik Basu (editor)
Engaging India: Diplomacy, Democracy, and the Bomb, Strobe Talbott
IMF Essays From a Time of Crisis: The International Financial System, Stabilization, and Development, Stanley Fischer
- 54 **Entre nous**
Raghuram Rajan explique pourquoi la dénonciation de la dette odieuse est une proposition appelée à rester sans suite
- 56 **Gros plan : Brésil**
- 57 **Index des articles de 2004**

Photographies : p. 2, Radu Sighet/Reuters; p. 3, Cris Bouroncle/AFP et Dan Chung/Reuters; p. 5, Denio Zara; p. 16, David Butow/Corbis; p. 30, Bernardo de Niz/Reuters; p. 34-35, Earl Kowall/Corbis; p. 36, Reuters; p. 40, Henrik Gschwindt De Gyor; p. 45, Liu Liqun/Corbis; p. 51-54, FMI.

Illustrations : couverture et p. 8 et 48, Michael Gibbs; p. 20 et 24, Massoud Etemadi.

Cartes : p. 10-11, Banque mondiale.

Les ambitions de l'Afrique

L'ATTENTION étant braquée sur la progression de l'Afrique vers les objectifs de développement fixés par les Nations Unies pour le Millénaire, initiative ambitieuse dont l'objet est de relever le niveau de vie des plus démunis du monde entier d'ici à 2015, il est facile d'oublier qu'une autre initiative, toute aussi ambitieuse, a été lancée en Afrique : la création d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune avant 2021. Cet objectif a l'aval de plusieurs pays africains dans la longue quête de l'unité politique et économique poursuivie par le continent; en fait, les pays sont déjà nombreux à offrir d'accueillir la banque centrale.

Devant les vastes ramifications économiques et financières de cette initiative pour l'Afrique, *F&D* a décidé de donner la vedette, dans son numéro de décembre 2004, aux enjeux de l'union monétaire, question qui, et cela est surprenant, n'a guère été explorée jusqu'à présent. Nous avons choisi, à titre d'illustration, l'étude menée sous l'égide du FMI et de la Brookings Institution par Paul Masson et Catherine Pattillo, qui se demandent si une monnaie unique est dans les meilleurs intérêts de l'Afrique. La réponse, concluent-ils, est «probablement pas», mais cela ne veut pas dire que la quête ne pourrait pas présenter en soi certains avantages. Selon eux, la volonté politique d'intégration monétaire doit être mise à profit pour renforcer la politique économique, stimuler la croissance et favoriser une bonne gouvernance dans les pays africains. Par quels moyens? Par un élargissement sélectif des unions monétaires régionales existantes et par un usage judicieux de la pression de groupe.

Dans *Paroles d'économistes*, nous nous entretenons avec Linah Mohohlo, Gouverneur de la banque centrale du Botswana, l'un des pays qui ont offert d'accueillir la banque centrale africaine. Nous lui demandons son point de vue sur l'économie la plus florissante d'Afrique, en particulier sur l'adoption par ce pays riche en diamants d'une politique monétaire plus transparente et sur la notation de crédit souverain qu'il a pu obtenir — exploit partagé seulement par une poignée de pays africains.

* * * * *

F&D enquête, par ailleurs, sur la fureur suscitée dans les médias et les milieux politiques par la sous-traitance de services à l'étranger, en particulier aux pays en développement. À en croire les médias, cette pratique entraîne des pertes d'emplois massives dans le pays qui sous-traite les services, notion suffisamment pré-occupante pour rendre le libre-échange moins populaire, surtout parmi les travailleurs non manuels. Qu'en est-il vraiment? Deux experts du FMI, Mari Amity et Shang-Jin Wei, jugent non fondé tout ce bruit. Ils précisent dans leur étude que «la sous-traitance ne donne pas lieu à des exportations nettes d'emplois des pays industrialisés vers les pays en développement. En fait, il y a lieu de penser que les pertes d'emplois dans une branche d'activité sont souvent compensées par des créations d'emplois dans d'autres branches florissantes.» De plus, les pays industrialisés, dont les États-Unis, sont en réalité plus gros exportateurs qu'importateurs de services aux entreprises et de services d'informatique. C'est là une tendance qui se dégage systématiquement des données d'une période à l'autre et qui est systématiquement ignorée dans la plupart des récits relatés par les médias.

Laura Wallace
Rédactrice en chef